

Bureau exécutif de CGLU édition de 2021

Jour 1. 14.05.2021 :

- **Discrimination dans l'accès au logement et ségrégation spatiale : Consultation avec les gouvernements locaux et régionaux et le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit au logement**

L'objectif de cette consultation était de recueillir les contributions des gouvernements locaux et régionaux afin de préparer le prochain rapport du Rapporteur à l'Assemblée générale de l'ONU, qui se concentrera sur les questions de discrimination en relation avec le droit au logement, y compris les inégalités spatiales et la ségrégation dans les milieux urbains, ruraux et urbains-ruraux. L'événement s'inscrit dans la continuité des travaux antérieurs menés par la Commission et CGLU dans ce contexte.

Vous pouvez trouver les travaux de CGLU à ce sujet via ce lien : <https://citiesforhousing.org/fr/>

Jour 2. 18.05.2021 :

- **Un rôle renouvelé pour les gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement : vers une nouvelle orientation politique de CGLU**

La coopération est ancrée dans l'ADN du mouvement municipal international représenté par CGLU. Dans cette optique, le Conseil mondial a chargé le Groupe de travail sur le renforcement institutionnel et des capacités de renouveler un document d'orientation sur "La coopération au développement et les gouvernements locaux" afin de refléter l'évolution du contexte et de réaffirmer l'engagement de l'Organisation mondiale en faveur de l'action internationale.

Cette session thématique avait pour but d'établir un lien entre le processus d'élaboration du document d'orientation et les discussions au sein des Conseils politiques.

Au cours des discussions la pandémie a été évoqué le plus souvent comme un moment empli de difficulté mais également comme une opportunité d'apprentissage pour le futur. En effet, la pandémie a été source de difficultés pour le développement mais ce qui en ressort est que malgré cela les budgets alloués à la coopération au développement par les collectivités territoriales n'ont pas bougés. Ainsi, cela montre l'importance de la collaboration pour les gouvernements locaux et régionaux, la pandémie a été l'occasion d'échanger de bonnes pratiques avec ses partenaires mais également de se venir en aide mutuellement. La coopération a ainsi démontré son utilité.

Il est également ressorti des discussions qu'il est important de repenser la coopération et de s'éloigner des paradigmes du passé. Les gouvernements locaux sont bien placés pour le faire car ils bénéficient d'une grande expertise en la matière.

Les discussions se sont poursuivies sur l'importance des réseaux de gouvernements locaux et régionaux pour faciliter la mise en œuvre d'actions de coopération en lien avec les ODD.

Les échanges entre gouvernements locaux sont apparus comme primordiaux afin de mettre en œuvre des actions concertées. Les projets mis en place doivent être davantage cohérents, les financements plus clairs, les ODD doivent être localisés et le renforcement des capacités est apparu comme important.

Enfin, la session s'est conclue sur la question économique et sur les fonds alloués au développement. Les gouvernements locaux et régionaux doivent travailler ensemble afin de mettre en place des projets de grande importance ce qui leur permettra d'obtenir des fonds des grandes institutions mondiales, car pour le moment tous les financements passent par le gouvernement national.

En s'associant et en créant des projets à grande échelle, les gouvernements locaux et régionaux créeront des structures et seront plus forts à une échelle internationale.

➤ **Co-crée une feuille de route mondiale sur les droits**

La Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de CGLU rassemble depuis une vingtaine d'années des pouvoirs locaux qui entendent construire une approche territorialisée des droits humains et remettre les habitants et leurs besoins au centre des villes pour construire des territoires plus justes, plus durables, plus solidaires : c'est la vision portée par le droit à la ville.

Alors que le monde continue de faire face à la pandémie et à ses conséquences pour les populations, comment une approche inspirée par la défense des droits peut-elle répondre aux enjeux actuels ? Quelles expériences des pouvoirs locaux de la Commission peuvent-elles être mobilisées pour construire ces réponses connectant à la fois le local et l'international ? Comment renforcer et rendre plus visible un mouvement international des pouvoirs locaux et régionaux en faveur des droits, à la fois comme réponse à la construction d'une « nouvelle normalité » mais aussi pour apporter des pistes concrètes aux enjeux des crises actuelles et à venir ?

Le processus de mise à jour de la Charte des droits humains dans la ville permettra aux gouvernements locaux et régionaux de co-crée une vision globale renouvelée des droits humains, ancrée dans les réalités et les perspectives locales.

« Les gouvernements locaux sont des territoires de résistance et de résilience où nous défendons et conquérons les droits humains au quotidien. Nous sommes des territoires d'innovation où nous trouvons des solutions. Nous vous invitons à rejoindre le processus de suivi de la Charte-Agenda des droits humains dans la ville pour concrétiser cette vision. » Philippe Rio, maire de Grigny et coprésident de la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains.

Cette réunion a été l'occasion d'échanger sur les activités des membres et partenaires, de discuter des actions et événements de la CISDP dans les mois à venir, en particulier autour de la célébration des dix ans de l'adoption de la Charte Agenda mondiale des droits humains dans la ville par CGLU et du lancement d'un processus de révision de la Charte.

➤ **De la gestion de la crise migratoire à une approche de la mobilité humaine fondée sur les communautés : vers la Charte de Lampedusa**

La session a été ouverte par M. Totò Martello, maire de Lampedusa, conseiller du Conseil politique sur le droit à la ville. Il a rappelé l'importance pour les gouvernements locaux et régionaux de faire entendre leur voix sur la question des migrations mais également des droits humains. Il a également insisté sur l'importance d'une approche communautaire : la diversité est un trésor pour nos sociétés et les ODD peuvent permettre de développer cette approche et de s'assurer que la migration humaine soit mieux régie à l'avenir.

« D'abord et avant tout, tous les droits de l'homme doivent être respectés. Les GLR doivent élever leur voix et la faire entendre, sur la migration et sur les droits - des citoyens, des personnes en déplacement, les droits de tous. » Totò Martello, maire de Lampedusa

Puis, a été évoqué l'importance d'inclure les migrants au sein des communautés et des municipalités. Les gouvernements locaux et régionaux doivent veiller à leur permettre un accès à l'emploi, d'encourager les partenariats avec le secteur privé pour garantir aux migrants une égalité des chances sur le marché du travail. Permettre l'accès à une protection sociale a également été évoqué comme un facteur d'intégration. Afin d'arriver à cela, les gouvernements locaux et régionaux doivent travailler ensemble.

Le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la lutte contre la xénophobie a été évoqué comme central, en particulier par les intervenants d'Amérique du Sud qui font face à de grandes vagues de migrations depuis plusieurs années désormais.

Jour 3. 19.05.2021 :

➤ **Dialogue politique d'ouverture de haut niveau : Numérisation inclusive : présent et futur de la prestation de services**

Le dialogue politique sur la numérisation du Bureau exécutif 2021 de CGLU avait pour but de mettre en évidence les efforts essentiels que les gouvernements locaux et régionaux peuvent entreprendre afin de garantir que la technologie soit au service des personnes et de la planète à la suite du Covid-19.

La session a débuté par une intervention de M. Jan Van Zanen, maire de La Haye et coprésident de CGLU, qui a rappelé l'importance de maîtriser la technologie et de l'utiliser à bon escient afin de développer le potentiel de tous et de répondre à des besoins réels. Le développement de l'utilisation de la technologie s'est fait dans un contexte d'urgence, qui était celui de la pandémie, maintenant il faut réfléchir à long terme.

Le partage d'expérience qui a rythmé la suite de la session a permis de mettre en lumière l'importance grandissante pour les collectivités d'améliorer leur présence numérique afin de permettre la continuité du service public. Les collectivités territoriales sont également en

première ligne pour venir en aide aux familles qui n'ont pas les moyens d'avoir un ordinateur pour leurs enfants qui en ont besoin pour faire l'école à la maison. Les collectivités territoriales sont également en première ligne pour venir en aide aux personnes isolées en temps de confinement. Les collectivités territoriales sont également celles qui aident les propriétaires de petits commerces à passer au numérique afin de poursuivre leur activité en ligne, c'est le cas notamment de la ville de Subang Jaya en Malaisie qui a souhaité partager son expérience en la matière. Puis, le maire de la ville de Mannheim en Allemagne a pris la parole et a expliqué brièvement le plan d'action de sa ville qui consiste à garantir un accès aux services à tous notamment à numériser les ouvrages et document des bibliothèques ou encore de mettre en place un système de retour vocal sur le site internet de la mairie pour le rendre accessible aux malvoyants.

Enfin, M. Hugh Eaton, vice-président de Microsoft a été convié à prendre la parole pour partager son expérience. Il a souligné ce que les intervenants précédents avaient soulevé, qui était l'importance de la numérisation et de la connectivité, il faut s'assurer que tout le monde ait un accès à internet. Il a également soulevé l'importance grandissante de la téléconsultation et la solution que cela représente pour éviter aux malades de se déplacer si cela n'est pas nécessaire. Cette nouveauté avait été également évoquée par Mme. Mar-len Abigail Sombillo Binay, maire de Makati aux Philippines.

Jour 4. 20.05.2021 :

➤ Dialogue politique de haut niveau : Des personnes et des territoires en bonne santé à l'origine de notre bien-être

À un moment où la survie de la nature et de l'humanité sont en jeu, redéfinir des villes saines fait partie intégrante de la survie des communautés. L'engagement de CGLU en faveur de la santé dans les territoires couvre l'égalité d'accès aux soins de santé, la fourniture de services de base comme pierre angulaire de la réponse sanitaire, et un environnement sain dans les villes qui permet de consolider des communautés et des territoires en bonne santé.

Plus de 200 participant.e.s se sont réunis pour débattre de la question des soins dans l'élaboration des politiques de CGLU et des gouvernements locaux et régionaux.

La session a été ouverte par M.Uğur İbrahim Altay, maire de Konya, coprésident de CGLU, qui a souligné l'importance de la santé pour CGLU, qui vient de rejoindre la CSU 2030 pour s'assurer que des territoires sains soient à l'origine de notre bien-être.

La pandémie a souligné les inégalités et nous en fait prendre conscience, ce qui veut dire que les communautés doivent faire face à des défis sanitaires. Nous avons également vu à quel point la prestation de service dans les villes est nécessaire et que les ressources ne sont pas toujours suffisantes.

M.Uğur İbrahim Altay a également évoqué le problème des disparités entre les pays, certains se tournent vers l'avenir mais beaucoup ne sont pas en capacité de le faire car ils n'ont pas encore suffisamment accès aux vaccins. En tant que mouvement municipaliste, CGLU s'engage au côté de l'OMS pour dénoncer ces inégalités et pour apporter son soutien à la libéralisation des brevets des vaccins.

Le Dr. Stella Chungong, directrice de la préparation à la sécurité sanitaire, Organisation mondiale de la santé, a pris la parole par la suite pour parler des outils créés par l'OMS pour aborder de manière efficace la reprise post-Covid-19.

L'OMS a créé un groupe de travail avec des représentants de villes, de pays du monde et de partenaires techniques afin de créer des outils efficaces et répondant aux besoins de chacun.

Mme. Stella Chungong a insisté sur l'importance de la préparation et de l'apprentissage suite à la pandémie, il est nécessaire de ne pas revenir à un état de non préparation face aux pandémies. Il doit y avoir une meilleure collaboration entre tous les niveaux décisionnels.

Cette question de l'importance de la collaboration entre les différents niveaux de l'Etat ainsi qu'une meilleure reconnaissance de l'action des collectivités territoriales face à la pandémie a été soulignée par les autres participants.

« Les villes et les gouvernements locaux marquent une énorme différence dans le domaine de la santé et font le lien entre les accords mondiaux et les réalités locales, pour en faire bénéficier les populations et leur apporter des solutions. C'est pourquoi votre présence est si cruciale. » Gabriela Cuevas, co-présidente de CSU2030.

Le maire de Genève a par exemple insisté sur le rôle en première ligne des collectivités qui n'est pas toujours reconnu par les autorités nationales. Les villes sont en première ligne pour gérer la rupture sociale, les tensions entre communauté, les mesures restrictives, que les villes doivent appliquer mais ne les décident pas. En Suisse, les villes sont en train de demander à participer à l'évaluation de la crise.

Au cours de cette période les collectivités territoriales se sont distinguées pour fournir des masques, gels, pour assurer la livraison de denrée alimentaire, fait des vaccinodromes.

Les gouvernements locaux ont été des acteurs de premier plan et doivent le rester, c'est une occasion unique d'agir ensemble.

➤ **Débat politique d'ouverture du Bureaux Executif : Exploiter le potentiel des politiques locales pour façonner une société qui prend soin**

La pandémie a montré que les villes et territoires ne seront plus jamais les mêmes. Les gouvernements locaux et régionaux, réunis au sein de CGLU, sont déterminés à profiter de cette opportunité pour construire un avenir meilleur. Un avenir qui place les soins au centre de la prestation des services locaux et de l'élaboration des politiques.

Le temps est venu de passer de l'égalité des genres à une façon féministe de penser la politique. De passer de la transition écologique à la transformation écologique, en adoptant une nouvelle vision des systèmes alimentaires. Il est temps de repenser ce qui est essentiel et quels biens communs doivent être protégés pour garantir la dignité et la durabilité pour tou·te·s. L'empathie, la proximité, la flexibilité et la solidarité seront des éléments clés de la gouvernance revisitée des soins que le mouvement municipal international s'apprête à promouvoir.

Ce débat politique a donné au leadership de CGLU l'occasion de présenter la vision autour des éléments clés qui façonneront le nouveau contrat social promu par le Pacte pour l'avenir, en s'appuyant sur les activités de l'Organisation au cours des derniers mois et en se projetant vers la fin de l'année.

Le débat politique a réuni des membres du leadership de CGLU, tels que le Président, Mohamed Boudra, et la Coprésidente et présidente de SALGA, Thembisile Nkadimeng, ainsi que les maires de Samara, Banjul et Fano, la sous-secrétaire générale des Nations unies et directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngucka, la directrice du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, Lamia Kamal, parmi de nombreux maires et partenaires. Le directeur de Cities Alliance, Greg Munro, a également pris la parole, tout comme le directeur de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, par le biais d'un message vidéo, lors d'une session qui a mis au centre l'importance des femmes dans le développement des villes et des territoires qui prennent soin, et qui a également ajouté la dimension du temps et de son utilisation, ainsi que les nouveaux biens communs qui doivent être encouragés par nos territoires.